



Crise mondiale -Action mondiale

Aide-Memoire

L'impact du VIH/SIDA sur le développement

Parce qu'il tue tant de personnes dans la fleur de l'âge, le SIDA fait peser une menace grave sur le développement. En ralentissant la croissance, affaiblissant les gouvernements, raréfiant les ressources humaines, décourageant les investissements et minant la productivité, le SIDA réduit à néant les efforts réalisés par les pays pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie.

L'impact du SIDA se fait sentir dans tous les domaines :

Economie – pauvreté

- Le SIDA influence profondément la croissance et les revenus ; il est un facteur de pauvreté. On estime que la maladie ralentit de 0,5% à 1,2% la croissance annuelle par habitant dans la moitié des pays au sud du Sahara. D'ici 2010, les pays les plus gravement touchés pourraient avoir subi une baisse de leur produit intérieur brut de 8% et une chute sans doute plus grave encore de leur indice de consommation par habitant.
- Quel que soit leur revenu, les gens sont tous vulnérables à l'impact économique du VIH, mais se sont les plus démunis qui en souffrent le plus. En privant les familles de leurs soutiens financiers, le SIDA enfonce les populations plus avant dans la pauvreté, compromet leurs moyens d'existence et engloutit leurs réserves financières en dépenses médicales et frais d'inhumation. Dans certains pays, des estimations pourtant modérées montrent que l'épidémie a déjà entraîné un accroissement de 5% du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Cette situation menace d'annihiler les efforts entrepris pour réaliser l'objectif du Sommet du Millénaire qui serait de diminuer de moitié le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême d'ici 2015.
- Ceux qui sont touchés par la pauvreté ont moins d'opportunités d'emploi et plus rarement accès aux soins de santé et à d'autres services essentiels. Ils sont donc davantage tentés de recourir à l'industrie du sexe ou à d'autres stratégies de survie qui les mettent en danger de contracter le VIH, ce qui entraîne inévitablement un cercle vicieux.

Les gouvernements

- Les gouvernements perdent leurs employés qualifiés et doivent faire face à une montée des dépenses de

santé et de prise en charge des orphelins, à une diminution des recettes et de la rentabilité des investissements sociaux.

- Dans un certain nombre de pays à bas revenus, les gouvernements sont dans une très large mesure tributaires d'un petit nombre de décisionnaires et d'administrateurs dont les compétences en matière de gestion des affaires publiques et des services sociaux essentiels sont souvent insuffisantes. Dans les pays très affectés, les rangs de ce type de personnel s'éclaircissent encore alors qu'un nombre croissant de fonctionnaires deviennent des victimes de l'épidémie. La perte de ces collaborateurs fait tomber le niveau des compétences tout en entraînant un accroissement des dépenses pour le recrutement, la formation, les avantages sociaux et les remplacements.

Les secteurs de la production

- Les entreprises de tous types sont confrontées à une augmentation du coût de la formation, de la sécurité sociale, des prestations, de l'absentéisme et de la morbidité. De nombreuses prévisions indiquent qu'en l'espace de quelques années, les coûts de la santé pourraient avoir augmenté de dix fois. Il en résulte un ralentissement du développement dans le secteur privé – lequel est un élément essentiel des stratégies de développement dans de nombreux pays.
- Le SIDA entraîne une diminution de l'écart entre le nombre de travailleurs en bonne santé et de ceux qui doivent être pris en charge. Dans les pays les plus touchés, la croissance de la productivité pourrait être réduite jusqu'à 50%. Avec l'amointrissement du capital humain et la perte de travailleurs qualifiés et expérimentés, cette situation entraînera une disparité entre les ressources humaines et les exigences du marché de l'emploi.

- Dans le domaine de l'agriculture, le VIH/SIDA a entraîné une diminution des investissements en matière d'irrigation, de mise en valeur des sols et d'autres améliorations capitales, ce qui entraîne un affaiblissement de la productivité. Les familles se tournent vers des cultures demandant moins de travail, mais aussi moins nutritives. Elles se voient également dans l'obligation de vendre leurs biens afin de pouvoir faire face aux dépenses médicales et aux frais d'inhumation. C'est ainsi que dans certaines régions une diminution de la production alimentaire est déjà signalée, ce qui est une menace supplémentaire pour l'objectif du Sommet du Millénaire consistant à diminuer de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim d'ici 2015.

Les services sociaux

- Le SIDA entraîne une surcharge des systèmes sociaux et retarde le développement de la santé et de l'éducation. L'espérance de vie est tombée de 20 ans dans certains pays. Actuellement, le nombre d'enfants ayant perdu leur mère ou leurs deux parents en raison de l'épidémie est de 13,2 millions et l'on s'attend à ce que ce chiffre ait plus que doublé d'ici 2010. Ce seul fait crée des demandes sans précédent de prévoyance sociale pour les pays qui ploient déjà sous le poids de défis considérables de développement.
- Les enseignants et les élèves meurent ou quittent l'école, ce qui réduit d'autant la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation. Des services d'éducation inadéquats entraîneront aussi une diminution des ressources humaines dans tous les autres secteurs. L'objectif du Sommet du Millénaire d'assurer l'éducation primaire universelle d'ici 2015 est menacé dans les pays les plus affectés.
- Les systèmes de santé de nombreux pays sont surchargés, car ils doivent faire face simultanément à l'augmentation des malades du SIDA et à la perte de leurs personnels.
- Le SIDA attaque également le tissu social dans de nombreux pays est l'on prend de plus en plus conscience de la menace qu'il représente pour la stabilité sociale et politique.

Les femmes

- Ce sont les femmes et les adolescentes qui sont le plus vulnérables au VIH/SIDA ; elles sont donc affectées par l'épidémie de façon disproportionnée. Le fardeau représenté par les soins à donner repose également sur leurs épaules. Il arrive fréquemment que les familles retirent les jeunes filles de l'école afin qu'elles puissent s'occuper de leurs parents malades et assumer d'autres responsabilités

familiales, ce qui met en péril leur éducation et leurs perspectives d'avenir.

- Cette situation entrave gravement le développement des jeunes filles et augmente leur vulnérabilité face à l'infection par le VIH. Lorsqu'elles sont contraintes d'abandonner leur scolarité, elles risquent de perdre leurs chances d'acquérir les capacités qui leur permettraient de gagner leur vie et d'accéder à l'indépendance économique. La dégradation de l'éducation des femmes met également un frein au développement national.

Préserver le développement

- Les pays qui ont enregistré des succès dans leur lutte contre l'épidémie ont apporté la preuve que les conquêtes du développement peuvent être préservées si les activités relatives au VIH/SIDA sont intégrées dans les stratégies et les programmes généraux de développement.
- L'amélioration et l'intensification des stratégies de réduction de la pauvreté sont également essentielles. Les efforts visant à promouvoir une croissance équitable, à créer des emplois, à relever le niveau des revenus, à améliorer la production agricole et à promouvoir les stratégies de survie du secteur informel doivent être intensifiés.
- Les pays qui s'efforcent de trouver des voies novatrices en vue maintenir et de reconstruire les capacités au sein du gouvernement sont mieux équipés pour se défendre contre l'épidémie. Les modifications de la législation de l'emploi et des services sociaux dans le sens d'un plus grand respect des droits des gens sont également très valables, comme le sont aussi l'amélioration de l'efficacité ainsi qu'une plus grande équité des prestations sociales et l'élargissement des programmes destinés aux personnes les plus touchées par l'épidémie, notamment les femmes et les orphelins.
- On a pu démontrer qu'une riposte efficace au SIDA exige le maintien des services publics essentiels tels que l'éducation, la santé, la sécurité, la justice et des institutions garantissant l'exercice démocratique du pouvoir. Chacun des secteurs doit prendre le VIH/SIDA en considération dans ses propres plans de développement et introduire des mesures visant à soutenir les fonctions publiques. Ces mesures peuvent consister à donner des formations accélérées, à recruter des fonctionnaires hautement qualifiés pour les postes clés et à redistribuer les ressources afin d'en faire bénéficier les services les plus essentiels.